

Campagne anti-corruption et climat des affaires en Chine

Thierry Côme*, Lotfi Hamzi**, Huai-Yan Han**, Gilles Rouet*

* Laboratoire de recherche en management LAREQUOI, Université de Versailles St Quentin
en Yvelines

** NEOMA Business School

Introduction : Contexte et Problématique

La Chine est confrontée à un problème paradoxal de politique économique. D'une part, elle doit réduire à la fois les inégalités interrégionales entre les régions côtières et intérieures, mais aussi intrarégionales entre les villes et les campagnes qui sont sources potentielles de revendications et de remises en cause du système (Zhou, Song, 2016). D'autre part, elle doit continuer la politique d'ouverture initiée par Deng Xiaoping qui a certes permis son essor, mais également conduit à l'accroissement des inégalités, car comme le dit son initiateur « Si on veut que la Chine s'enrichisse, il est inévitable que certains s'enrichissent avant les autres »¹. Pour résoudre ce paradoxe, la Chine a mis en place depuis le début des années 2000 une politique différenciée d'aménagement du territoire, déclinée en grandes régions (groupe de direction pour le développement de l'Ouest chinois en 2000, stratégie d'émergence de la Chine centrale en 2006, politique de restructuration des districts industriels du Nord-Est) qui intègre également les notions de développement durable (Lai, 2002 ; Development Research Center of the State Council, 2006 ; Xinhua, 2007).

Les régions sont classées en tenant compte de leur potentiel de développement, de leur attractivité économique, mais aussi de leur capacité à supporter les nuisances environnementales. Certaines zones sont même prohibées. Parallèlement les ouvriers-paysans, dont l'exode et l'exploitation ont permis en grande partie la forte industrialisation des régions côtières, font désormais l'objet de programmes sociaux spécifiques de la part des autorités (Han, Côme, 2014). Pour autant cette politique d'aménagement nécessite que les investissements productifs et structurels dans ces zones progressent plus vite que dans les zones côtières, d'une part pour combler le retard pris, d'autre part pour respecter les engagements écologiques pris par le gouvernement central en créant les infrastructures nécessaires notamment à la limitation de l'émission de CO₂. Or les finances publiques chinoises en fort déficit ne permettent pas d'assurer cette discrimination positive d'autant plus que par souci de contrôle du déficit public, les autorités centrales ont depuis mai 2017 rappelé aux gouvernements locaux l'interdiction des financements par toute autre forme que l'émission d'obligations préalablement approuvée par le Conseil des affaires d'État. La solution ne peut donc venir que des investissements privés. Une politique fiscale incitative a ainsi été instaurée, pour l'instant sans réel impact sur l'orientation des investissements internes. La forte rentabilité du secteur export, sa concentration dans les régions côtières du Sud-Est, constituent un tel aimant que, dans un contexte de crise bancaire et d'une politique de limitation des Investissements chinois à l'étranger, les investisseurs privés chinois se détournent des régions intérieures. Les Investissements Directs Étrangers sont dès lors la solution à prioriser, d'autant plus qu'ils se sont révélés efficaces dans les années 1980.

¹ Cf. <https://www.aeidl.eu/images/stories/pdf/datarchine.pdf>.

La mise à jour du catalogue des investissements étrangers en Chine, publié en décembre 2016 et simplifiant les procédures pour les investissements vers les secteurs encouragés, va dans ce sens. Elle constitue un signal de plus grande ouverture pour les autorités même si les observateurs occidentaux y voient plutôt la marque d'un contrôle étatique accrue avec notamment l'instauration d'une liste « négative » pour les investissements étrangers (Wang, Ip, 2017). Les autorités chinoises ont tenu compte de ce sentiment en réduisant le nombre de mesures administratives de restriction ou d'interdiction notamment pour des secteurs comme l'aéronautique ou l'éducation. Cette suspicion est toutefois révélatrice d'un climat des affaires tendu. De nombreuses entreprises se plaignent des difficultés qu'elles rencontrent et notamment de la corruption. La détérioration de ce climat des affaires explique la baisse constatée des IDE depuis 2014 (Huang, 2015), alors que les IDE ont un impact sur la performance des politiques économiques et sur la lutte contre la corruption (Lee, Lio, 2016), alors que la corruption favorise la croissance de certaines entreprises localement (Wang, You, 2012).

La corruption va à l'encontre des principes de marché, elle sape la concurrence, perturbe la stabilité des règles et des pratiques et détruit la confiance. De nombreux rapports officiels (FMI, OCDE) ou privés (Doing Business, Transparency, WEF) soulignent ce lien entre corruption et détérioration du climat des affaires. Pour le Forum économique mondial (Rapport 2017), la corruption est même la principale entrave au business. Elle constitue un facteur aggravant du risque pays. Le cas chinois est significatif, car la corruption politique se conjugue avec la corruption bureaucratique. Attributions des marchés, application des réglementations, financement politique, comportements de coercition, etc., sont autant de pratiques qui contraignent les entreprises étrangères, mais aussi chinoises à se soumettre à « la règle de la commission ».

Depuis la fin des années 1990, l'intégration économique et les recommandations des institutions économiques, financières et commerciales mondiales ont certes permis la diffusion et l'adoption de bonnes pratiques et de normes de bonne gouvernance au sein des entreprises, internalisant de fait la lutte anti-corruption et la faisant reposer sur une éthique des affaires. Pour autant, dans un pays aussi centralisé que la Chine, la corruption est perçue par les entreprises étrangères comme un indicateur de faiblesse d'un État incapable d'installer et de maintenir un climat des affaires satisfaisant. De plus, les interventions gouvernementales peuvent aussi être analysées comme provoquant la corruption (Gao, 2011). Aussi le gouvernement chinois, s'il veut maintenir l'attractivité de son pays pour les investisseurs étrangers et espérer orienter leurs investissements vers les régions intérieures, doit absolument rétablir ce climat et prioritairement lutter contre ce fléau.

La grande campagne anti-corruption illustre cette volonté de rupture. Un droit nouveau est promulgué. De nombreux procès ayant eu lieu ou en cours, des condamnations parfois très lourdes, des inculpations dans tous les milieux, toutes les régions, tous les secteurs montrent qu'il est appliqué ou tout au moins la communication qui en est faite insiste sur ce point. Pour autant, aucune amélioration du climat des affaires n'en résulte, ce qui se traduit par une continuité des pratiques managériales des entreprises et pour l'instant par une inefficacité de la politique suivie. Même si l'analyse des condamnations (145 procès répertoriés et étudiés) met en évidence des impacts, ce ne sont pas ceux attendus. Cette contribution donne quelques éléments de compréhension du manque de performativité des discours officiels anti-corruption chinois et analyse les causes de continuité des pratiques de corruption. La première partie décrit la réalité de la rupture dans le système juridique et institutionnel et évoque le retour d'un ordre moral. La seconde partie étudie l'impact de la campagne anti-corruption sur le climat des affaires et partant d'une analyse des résultats des actions menées en s'appuyant sur une cartographie des condamnations et une description de cas significatifs souligne la continuité réelle des pratiques de corruption.

1. Une politique de rupture contre la corruption

Depuis quelques années, on observe un réel progrès du droit en matière de corruption, d'abord hors de Chine, puis en Chine continentale, assez lentement. Les États-Unis, avec la première version du *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA) de 1977, ont ainsi amorcé la lutte anti-corruption qui s'est ensuite très vite développée au niveau international, en particulier au cours des vingt dernières années. Cette période est en effet caractérisée à la fois par l'émergence d'une norme internationale (adoption de la convention de l'OCDE du 21 novembre 1997 et de la Convention des Nations Unies contre la corruption de 2003, ratifiée par la Chine en 2006), et par des scandales de corruption comme celui de Siemens.

En Chine, la corruption est désormais appréhendée sous toutes ses formes avec un dispositif normatif exhaustif équivalent à celui des pays occidentaux, dans le cadre également d'une décentralisation du régime autoritaire (Birney, 2014). Au total, le droit chinois permet aujourd'hui d'incriminer des faits de corruption active et passive d'agents publics chinois (article 389 du Code pénal), mais aussi d'agents publics étrangers (article 164) et des partenaires commerciaux (article 8 de la loi sur la concurrence déloyale et articles 163 et 164 du Code pénal). Les corrupteurs comme les corrompus peuvent être condamnés à des amendes, sans plafonnement, et à de lourdes peines de prison. Les pratiques de cadeaux, rabais, remises ou encore ristournes (*huikou*) peuvent désormais être sévèrement punis.

Le droit chinois encourage également la dénonciation de faits de corruption ainsi que l'auto-dénonciation. L'article 108 de la loi de procédure pénale impose aux particuliers et aux entités l'obligation générale de signaler tout crime ou activité criminelle présumé. L'identité des informateurs est ainsi protégée tout comme leur sécurité et celle de leurs proches et la loi prévoit un mécanisme de récompense pour les dénonciateurs qui signalent des crimes au parquet populaire.

Les amendements de novembre 2015 à la loi pénale et l'interprétation judiciaire d'avril 2016 ont clarifié les conditions dans lesquelles l'auto dénonciation atténue la responsabilité d'une partie pour les violations liées à la corruption ou l'exonère de sa responsabilité, en particulier lorsque les infractions sous-jacentes sont relativement mineures et que les auteurs de ces infractions ont aidé à mettre au jour les activités corrompues d'autrui. Par ailleurs, contrairement à ce qui se passe dans certains pays, la Chine n'autorise pas que les affaires de lutte contre la corruption puissent être réglées avant le procès par voie de négociation de plaidoyers ou d'accords transactionnels. Quant aux sanctions prévues en cas de violation des lois sur la corruption, elles sont particulièrement sévères depuis la réforme 2013.

Les individus reconnus coupables d'avoir soudoyé du personnel de l'État peuvent être condamnés à la réclusion à perpétuité, selon les circonstances du crime. La confiscation de biens personnels peut également être imposée dans des circonstances particulièrement graves. En vertu des modifications apportées au Code pénal en novembre 2015, des amendes peuvent désormais être infligées aux délinquants, personnes physiques (l'interprétation judiciaire d'avril 2016 prévoit que les amendes devraient aller de 100 000 à deux fois le montant du pot-de-vin). Pour les infractions criminelles de corruption commises dans le secteur privé, les délinquants encourent jusqu' à 10 ans d'emprisonnement et une amende allant de 100 000 à deux fois le montant du pot-de-vin².

Les personnes morales reconnues coupables d'avoir soudoyé du personnel de l'État sont également passibles d'amendes identiques. Le personnel chargé de la personne morale et les autres personnes responsables du crime peuvent être emprisonnés pour une durée maximale

² À titre de comparaison, la peine encourue en droit pénal français est de 10 ans d'emprisonnement et une amende d'1 million d'euros, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction.

de cinq ans. Les personnes morales qui commettent la même infraction sont passibles, sur déclaration de culpabilité, d'amendes allant de 100 000 à deux fois le montant du pot-de-vin. Le personnel responsable de la personne morale et les autres personnes responsables du crime peuvent être emprisonnés jusqu' à 10 ans et condamnés à une amende. Les destinataires de pots-de-vin peuvent être emprisonnés pendant au moins cinq ans et voir leurs biens confisqués.

En ce qui concerne les infractions civiles de corruption en vertu de la loi sur la concurrence déloyale, les sanctions comprennent la confiscation des gains illégaux et les amendes administratives d'un montant compris entre 100 000 et 3 millions de RMB par infraction, ainsi que la révocation des licences d'exploitation dans les cas graves.

De plus, le dispositif chinois de lutte anti-corruption a été réorganisé : le ministère de la Sécurité publique (MSP) coordonne les enquêtes tandis que celui de la Supervision (MOS) contrôle l'administration publique., le Bureau national de lutte contre la corruption, créé en 2007, définit les lignes directrices de la lutte contre la corruption, sous la tutelle directe du Conseil d'État, le SAIC est chargé d'appliquer la loi sur la concurrence déloyale et de relever les faits de corruption commerciale, le parquet de la Cour Suprême décide des poursuites et la PBOC (Banque Centrale de Chine) s'intéresse surtout à la lutte anti-blanchiment. Enfin, la Commission de discipline du Parti surveille les membres, également dans le cadre de leurs emplois salariés.

Il est encore trop tôt pour savoir si cette campagne anti-corruption révèle une promotion nouvelle de la règle de droit. Cependant, il est certain que cette évolution témoigne de la réhabilitation d'une règle de morale sociale, il ne s'agit plus d'un simple instrument de règlement de comptes. Ce phénomène semble s'installer durablement et devrait donc conduire les investisseurs chinois ou étrangers, à une nouvelle vigilance (Rougier, 2014).

Climat des affaires et environnement juridique

Même si le pouvoir chinois n'annonce pas explicitement vouloir moraliser l'environnement administratif et judiciaire pour améliorer les performances des entreprises chinoises, d'une part, et attirer encore des investisseurs étrangers, d'autre part, cette relation, si souvent constatée, notamment au Maroc, en Afrique et même à Singapour, s'impose. Il est vraisemblable qu'au-delà de la survie et de la pérennité du Parti, l'enjeu soit aussi de poursuivre le développement économique de la Chine, de relancer l'investissement étranger en baisse actuellement et d'installer un climat plus favorable à l'évolution des marchés pour les entreprises chinoises, en particulier dans certains secteurs comme celui du luxe et dans le cas des PME. Il s'agit alors non seulement de tenter une amélioration du climat des affaires par le judiciaire, en renforçant les sanctions par exemple, ou en installant une procédure d'enquête administrative, comme décrite plus haut, mais aussi d'améliorer la gouvernance même du Parti.

Après le lancement de la campagne anti-corruption en 2013, des analystes ont dénoncé la mise en place de pratiques commerciales discriminatoires à l'égard des consommateurs chinois³. Plusieurs entreprises étrangères ont alors fait l'objet d'enquêtes pour des délits d'entente sur les prix ou bien pour corruption. Une filiale de Danone avait par exemple financé des voyages à des fonctionnaires tandis que Daimler ou IBM en avaient corrompu d'autres pour obtenir des contrats. Les annonces liées à la campagne anti-corruption ont donc perturbé la situation de nombreuses entreprises.

Pourtant, quelques années plus tard, les entreprises européennes en particulier dénoncent un climat des affaires « de plus en plus hostile », comme le souligne un rapport de la Chambre

³ Cf. <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/11/11/20002-20131111ARTFIG00328-l-offensive-contre-la-corruption-alourdit-le-climat-des-affaires.php>

de commerce européenne en Chine⁴ et expliquent ainsi, en grande partie, la baisse des IDE, avec l'augmentation du coût du travail local et les surcapacités de production. Par exemple, 60 % des 506 entreprises européennes interrogées estiment être traitées de manière inéquitable par rapport aux entreprises chinoises.

Cette évolution est intéressante, car si l'éthique des affaires devrait imposer à chaque entreprise d'envisager ses investissements comme ses ventes en participant à la construction d'un environnement moral, l'instabilité induite par l'annonce de la campagne en 2013 puis par l'intensification des poursuites et, peut-être, par des changements d'attitudes et de gouvernance depuis, a des effets négatifs sur les affaires.

La campagne anti-corruption depuis 2013

Selon la justice chinoise, jusqu'en 2016, 6,3 milliards de yuans de fonds publics (environ 880 millions d'euros) ont été détournés par des responsables du Parti, dans toutes les régions chinoises. Xi Jinping a lancé en 2013 une campagne anti-corruption de grande envergure pour condamner les cadres de tous les niveaux⁵. Qu'il s'agisse ou non, également, de règlements de comptes politiques, cette campagne a permis de mettre en évidence environ 1 500 cas de responsables corrompus et environ 260 ont déjà été inquiétés par la justice ou condamnés⁶.

Cette politique est importante pour Xi Jinping à plusieurs titres. En premier lieu, il s'agit de maintenir le pouvoir : *« La plus grande menace pour nous, le parti au pouvoir, est la corruption [...] Un grand nombre de faits nous disent que le problème de la corruption causera la mort du parti politique ou du régime »*. Ainsi, *« plus le pouvoir du parti est fort, plus nous devons être méfiants vis-à-vis de la corruption [...] Pour continuer à promouvoir les efforts de la lutte contre la corruption [...], nous devons tirer parti des pratiques efficaces installées par des pays étrangers dans le monde [...] »*. En définitive, *« si vous voulez être riche, ne soyez pas un fonctionnaire du gouvernement. Si vous voulez être un fonctionnaire, ne souhaitez pas devenir riche »* (Xi Jinping, 2016). Même si le parti unique, au cours de son histoire presque centenaire, a toujours déclaré la corruption comme un ennemi, cette position politique constitue une rupture, car elle s'accompagne de mesure concrète. Il s'agit d'utiliser pleinement la législation pénale qui définit clairement le « crime de corruption passive »⁷ et d'appliquer des peines qui peuvent être très sévères (cf. ci-dessus)⁸.

⁴ Cf. <http://www.europeanchamber.com.cn/en/home>.

⁵ Cf. <https://www.la Tribune.fr/economie/international/chine-une-campagne-anti-corruption-a-deux-vitesses-545083.html>.

⁶ Cf. <http://asiasociety.org/>

⁷ « Tout employé de l'État qui utilise les facilités de son travail pour demander à quelqu'un des biens ou qui reçoit illégalement des biens contre l'octroi d'avantages », Code de procédure pénale de la République populaire de Chine, article 385. De plus « les employés de l'État qui dans leurs relations économiques avec des usagers enfreignent les règlements de l'État, reçoivent des commissions ou encaissent des frais illégaux pour établir des dossiers, à quelque titre que ce soit et de quelque manière que ce soit, seront condamnés pour corruption ».

⁸ Code de procédure pénale de la République populaire de Chine, article 386 : selon le montant de la corruption, pour des sommes d'un montant supérieur à 100 000 yuans ; condamnation à « plus de 10 ans d'emprisonnement ou à une peine de prison à vie », les biens du condamné « peuvent être saisis. Pour des faits particulièrement graves, la peine de mort est prononcée et les biens sont saisis ». Le nombre de condamnés à mort en Chine est supérieur à celui de l'ensemble des autres pays, mais de plus en plus de voix s'élèvent dans l'Empire du Milieu contre la peine de mort, ou pour que celle-ci soit appliquée avec plus de discernement. Le Code pénal de la République populaire de Chine a établi la liste des crimes susceptibles d'entraîner la peine de mort : 28 sortes de crimes en 1979, dont 14 concernent la sécurité de l'État. En mai 2011, une réforme pénale supprime 15 motifs de condamnation à mort, comme le vol ou l'appropriation de vestiges culturels et beaucoup de juristes considèrent qu'il s'agit d'un premier pas vers l'abolition de la peine de mort. Cf. 中华人民共和国刑法修正案（九）（2015）胡云腾（1993），论我国刑法中的死刑，《法学家》，第4期。

L'analyse politique et sociale de cette campagne est donc très intéressante, tout comme l'étude des conséquences pour les structures du parti comme des organisations politiques régionales et locales. Les tribunaux chinois n'ont pas commencé à condamner des faits de corruption de fonctionnaires en 2013 et de nombreux exemples montrent que dès les années 1990, des cadres du parti ont été condamnés, mais la campagne anti-corruption a mis en avant de la scène une politique nouvelle, susceptible de transformer en profondeur le parti lui-même et sa gouvernance.

Cette campagne s'appuie sur huit règlements, destinés aux hauts fonctionnaires, visant à améliorer le style de travail et à resserrer les liens entre le Parti et le peuple (Guo, Li, 2015). Par exemple, le pouvoir a cherché, dès 2012, à améliorer son niveau d'information, en particulier sur les agissements de ses cadres et à contrôler rigoureusement les réunions nationales, les grands événements, les commémorations et autres manifestations organisées sans accord du gouvernement central. Les voyages à l'étranger ont été également régulés et il n'est plus possible de solliciter les étudiants chinois en séjour à l'étranger, pour des études ou des stages en entreprise, pour l'organisation des visites de délégations chinoises.

Les cadres doivent apprendre une nouvelle ligne de comportement, réduire les réquisitions des forces de police ou des routes, ne plus publier d'ouvrages, de discours, ou encore envoyer de lettres ou de dépêches de félicitation sans autorisation du comité central. Les règlements sont aussi relatifs aux salaires, logements, véhicules et autres avantages que les cadres peuvent s'octroyer dans l'exercice de leurs fonctions. Ainsi, à la suite de ces règlements, les hauts fonctionnaires sont devenus extrêmement prudents et les cadeaux luxueux, les banquets ou les séjours à l'étranger sont devenus beaucoup plus rares. En conséquence, les restaurants gastronomiques ont connu une baisse sensible de leur chiffre d'affaires⁹.

Il s'agit bien de moraliser la vie publique des fonctionnaires et de limiter les opportunités, en Chine comme à l'étranger, de rencontres ou de sollicitations pouvant déboucher sur des corruptions, en particulier en relation avec des entreprises.

En parallèle à ces règlements, une organisation nouvelle assure désormais la police du parti. Ainsi, le comité central a mis en place une commission d'investigation des affaires internes dont la direction générale comprend 20 départements. Parmi ces derniers, le département de « formation à la propagande » ou encore le « bureau des tournées d'inspection ». Les huit départements qui s'occupent de la corruption des hauts fonctionnaires sont les plus prestigieux et se répartissent les cadres selon leur hiérarchie dans le Parti. Très généralement, des lettres de dénonciation, des signalements ou encore des révélations de cadres pendant leurs interrogatoires sont à l'origine des investigations menées. Des équipes d'enquêteurs sont dépêchées dans les administrations provinciales pour assister les équipes locales qui s'occupent de l'anti-corruption. Elles restent en moyenne deux ou trois mois sur place et mènent à chaque fois des investigations sur cent à deux cents cadres provinciaux, mais n'ont pas de pouvoir de sanction, uniquement de signalement à leur hiérarchie. Parfois, des enquêtes importantes peuvent mobiliser plus d'enquêteurs¹⁰. La commission d'investigation, qui estime être en sous-effectif étant donné le nombre de cas à étudier, compte 127 membres de direction et 800 employés, avec les commissions provinciales, 33 000 agents s'occupent ainsi de la lutte contre la corruption à l'échelle du pays¹¹.

Une procédure de « double règlement » (ou encore « double rétention ») a été initiée pour restreindre la liberté individuelle et isoler les cadres soupçonnés dans le but de les empêcher

⁹ Cf. <http://news.china.com/focus/fdpzlf/11135258/20130123/17649773.html> & <http://news.cntv.cn/special/zybxgd/index.shtml>

¹⁰ Une cinquantaine dans le cas de l'enquête sur le Vice-gouverneur de l'Anhui, He Minxu, un millier pour une affaire de contrebande dans le Zhejiang.

¹¹ Cf. http://www.ccdi.gov.cn/xwtt/201707/t20170726_103630.html & <http://cpc.people.com.cn/GB/64162/71380/71387/71590/4855973.html>.

de gagner du temps, de se soustraire à l'enquête, de se forger un alibi ou encore de s'enfuir à l'étranger. Généralement, le prévenu est retenu à l'extérieur de son lieu de travail ou de son domicile et la police militaire est mobilisée par les arrestations des fonctionnaires de haut rang. Alors que la procédure pénale chinoise relative aux gardes à vue des fonctionnaires de l'État n'autorise qu'une durée de détention maximale de 24 heures, cette procédure du « double règlement » est imprécise quant à la durée de détention et les enquêteurs disposent généralement d'autant de temps qu'ils le souhaitent pour interroger un fonctionnaire suspect. Les lieux investis pour les enquêtes sont des endroits isolés, hôtels, auberges ou maisons appartenant aux commissions de discipline et il est impossible pour les prévenus de quitter l'endroit où ils sont retenus avant d'être passés aux aveux ou déférés devant un tribunal quand les enquêteurs disposent de preuves suffisantes, ce qui peut prendre du temps (parfois quelques mois à plusieurs années). Certains nomment cette procédure « double règlement mortel » ou « double règlement obscur » et en dénoncent l'arbitraire, demandant plutôt une réforme de la justice¹².

2. Impacts de la campagne sur le climat des affaires

Une base de données a été constituée à partir de la recension exhaustive des articles des principaux journaux du pays relatant des cas de dirigeants condamnés pour corruption, dans toutes les provinces chinoises, entre 1987 et 2016, incluant donc des cas relevés avant la campagne anti-corruption décrite plus haut. Il s'agit de fonctionnaires provinciaux et ministériels reconnus coupables de corruption (ou plus précisément de corruption passive) en dehors des généraux de l'armée. 145 cas ont ainsi été identifiés, dont 100 cas de corruption uniquement, les autres cas étant liés également à d'autres crimes, et 8 % de juges, une proportion élevée au regard des différences d'effectifs des catégories de fonctionnaires. Les dirigeants d'entreprise, en particulier étrangers, sont très rarement inquiétés (2 cas seulement d'entreprises étrangères ont été relevés dans la base).

Il est intéressant de noter que, dans la continuité de sa campagne anti-corruption, la Chine a lancé des opérations (comme « Sky Net » ou « Fox Hunt ») qui ont permis de retrouver des suspects de corruption enfuis à l'étranger. Ainsi, au 31 mars 2017, la Chine avait réussi à capturer 2 873 fugitifs dans 90 pays et régions, en récupérant une somme totale de 9 milliards de yuans.

Cette analyse permet de mettre en évidence les impacts de la campagne anti-corruption sur les affaires, d'une part, et sur le climat des affaires, d'autre part. En effet, sur la totalité des cas (dont 90 condamnations avant 2013), 13 seulement ne sont pas liés à une ou plusieurs entreprises, ce qui constitue un indicateur très significatif du rapport entre les affaires et les comportements des hauts fonctionnaires. Dans 30 % des cas, des membres de la famille du corrompu sont mis en cause.

¹² Cf. <http://politics.people.com.cn/GB/1026/10782618.html>.

La Chine est divisée par le pouvoir politique en quatre régions économiques : Est, Ouest, Centre et Nord Est.

Tableau 1. PIB, Population et PIB par habitant en moyenne, 2016

Région économique	Régions politiques	PIB moyen par région en 100 millions RMB	Population moyenne par région en millions	PIB par habitant moyen par région en RMB
Est	10	40 470,80	52,51	77 072,55
Centre	6	26 518,86	60,81	43 609,37
Ouest	12	13 027,38	30,95	42 091,69
Nord Est	3	17 436,80	36,56	47 693,65

Source : Bureau national des statistiques de Chine.

L'analyse des jugements montre qu'il n'y a pas de liaison significative entre le nombre de jugements pour corruption des hauts fonctionnaires et le niveau de développement économique d'une région. De plus, la proportion de grandes ou très grandes entreprises, et entreprises d'État, impliquées dans les affaires de corruption est bien plus faible que la proportion de ce type d'entreprise dans l'économie chinoise. Si les montants totaux, par région, des corruptions sont bien positivement corrélées à l'activité économique globale des régions, en considérant des indicateurs comme le PIB ou le montant des IDE (Cole, Elliott, Zhang, 2009), les montants des corruptions dépendent plus des opportunités offertes par les circonstances que par le développement économique.

Plusieurs éléments expliquent ces constats : 1) la Chine a entrepris une politique de développement économique et d'ouverture de presque toutes les régions, 2) les commandes publiques et appels d'offres ont constitué des opportunités de développement de la corruption, 3) l'évolution des mécanismes d'attribution des droits d'utilisation des terres et 4) les mécanismes de financement des entreprises.

1) Globalement, le niveau de vitalité économique et de développement économique de la région Est est beaucoup plus élevé que celui des autres régions économiques, comme les indicateurs du tableau 1 le montrent. Cependant, l'ouverture aux investisseurs et au commerce extérieur a dépassé cette région économique, progressivement. Au début de la politique d'ouverture du pays, la stratégie économique régionale de la Chine s'est concentrée sur les régions côtières. Dès 1980, le gouvernement chinois a décidé d'établir quatre zones économiques spéciales (Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen), puis, à partir de 1984, 14 villes côtières ont été progressivement ouvertes aux affaires internationales. Ce processus s'est poursuivi et, depuis 1992, l'ouverture concerne également les régions intégrant des fleuves et frontalières et les villes importantes de l'intérieur de la Chine ont été ouvertes.

Après l'élection de Xi Jinping, les mesures stratégiques pour développer davantage la région de l'Est ont été mises en place : ceinture économique du fleuve Yangtze ou encore développement coordonné de la région Beijing-Tianjin-Hebei.

Parallèlement au développement rapide des zones côtières, le gouvernement chinois a adopté une série de politiques spécifiques de développement pour d'autres régions. En octobre 2000, le Parti Communiste Chinois a adopté un « dixième plan quinquennal pour le développement économique et social national », pour la région Ouest. Puis, en 2003, un plan de revitalisation du Nord-Est a été adopté par le gouvernement poursuivi par la publication, en mars 2004, de la stratégie de « montée de la Chine centrale » par le Premier ministre.

Ainsi, bien que le développement de la région Est conserve sa supériorité absolue, les autres régions ont connu également un développement important, dans les régions du Centre

et de l'Ouest. Par exemple, entre 2008 et 2016, les taux de croissance économique dans ces deux dernières régions ont été supérieurs à ceux de la région Est¹³.

2) Les appels d'offres mis en place par le gouvernement, pour la construction d'infrastructures en particulier, ont donné d'importantes opportunités de corruption aux hauts fonctionnaires. Par exemple, Liu Zhijun, ancien ministre des Chemins de fer, a attribué une série de projets par des voies inhabituelles à Ding Shumiao, entrepreneur de la province de Shanxi. Entre 2007 et 2010, ce dernier a ainsi aidé successivement 23 entreprises à soumissionner à 57 projets de construction ferroviaire dans le processus d'appel d'offres, pour un montant total de 185,8 milliards de yuans et en facturant plus de 3 milliards de yuans de frais d'agence. En 2013, Liu Zhijun a été condamné à la peine de mort avec sursis de deux ans pour corruption et à dix ans de prison pour abus de pouvoir¹⁴. Quant à Ding Shumiao, elle a été condamnée en 2014 à 20 ans d'emprisonnement et à une amende de 2,5 milliards de yuans pour tentative de corruption et commerce illégal¹⁵. Ces appels d'offres ont concerné l'ensemble du territoire chinois et pas seulement la région la plus développée.

3) Avant la réforme et l'ouverture, l'allocation des terres était décidée par le gouvernement et non pas un mécanisme de marché. En 1986, l'administration des terres a été réformée et une partie des terres a commencé à être utilisée à des fins commerciales. Après 1988, les terres inutilisées des villes ont pu être vendues publiquement (Gong, Wu, 2012). Dans les années 1990, le transfert de terres est devenu plus courant dans les villes (Hongbin, Henderson & Zhang, 2013) et les promoteurs ont pu obtenir des droits d'utilisation des terres auprès d'organismes désignés par le gouvernement pour le développement des affaires. Dans ce contexte, de nombreuses entreprises ont versé des pots-de-vin aux fonctionnaires du gouvernement à tous les niveaux pour obtenir ces droits d'utilisation des terres pour une exploitation commerciale.

4) Le financement des entreprises est un élément essentiel de développement des entreprises privées. Pour les petites et moyennes entreprises privées qui manquent de relations politiques, il est très difficile d'obtenir des prêts auprès des banques d'État (Huahui, Li & Ma, 2016). Ainsi, de nombreuses petites et moyennes entreprises ont cherché à établir des relations privilégiées avec des fonctionnaires du gouvernement local afin d'obtenir des crédits bancaires à taux d'intérêt préférentiels et certains fonctionnaires du gouvernement ont profité de ces rapprochements pour réclamer et encaisser des pots-de-vin. Par exemple, Wang Yi, ancien vice-président de China Development Bank, a accordé des prêts aux entreprises et a reçu un montant total de 11,96 millions de yuans en pots-de-vin. Liu Fangren, ancien Secrétaire du Comité du Parti de la province de Guizhou est intervenu auprès du chef de la succursale de la Banque de Chine de Guizhou pour aider à résoudre un problème de prêt pour un groupe de construction et a reçu 1,49 million de yuans pour ses services.

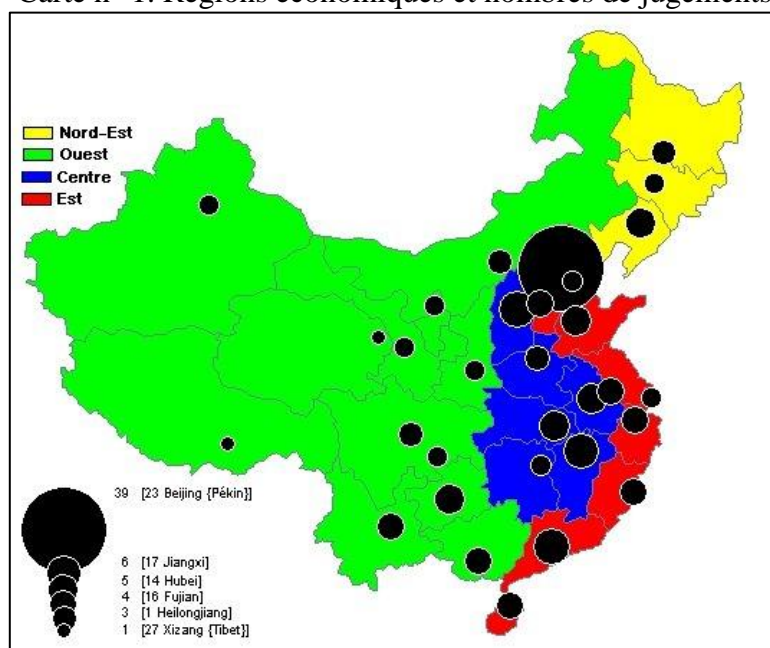
La carte numéro 1 montre la répartition des jugements pour corruption, région par région. Pékin concentre 39 jugements, au Tibet, un seul. La proximité du pouvoir et donc des surveillances, peut-être et du contrôle des fonctionnaires est certainement un élément explicatif. Pour les autres régions, il faut, comme indiqué précédemment, évaluer les opportunités induites par le contexte.

¹³ Cf. <http://www.chinanews.com/gn/2017/11-07/8370032.shtml>

¹⁴ *Quotidien du peuple*, 9/7/2013.

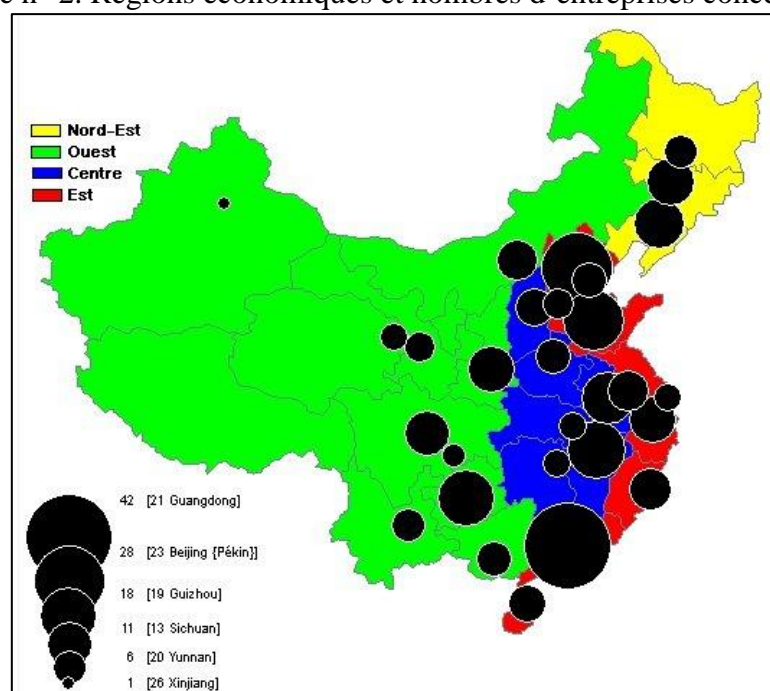
¹⁵ *Journal de la cour populaire*, 17/12/2014.

Carte n° 1. Régions économiques et nombres de jugements

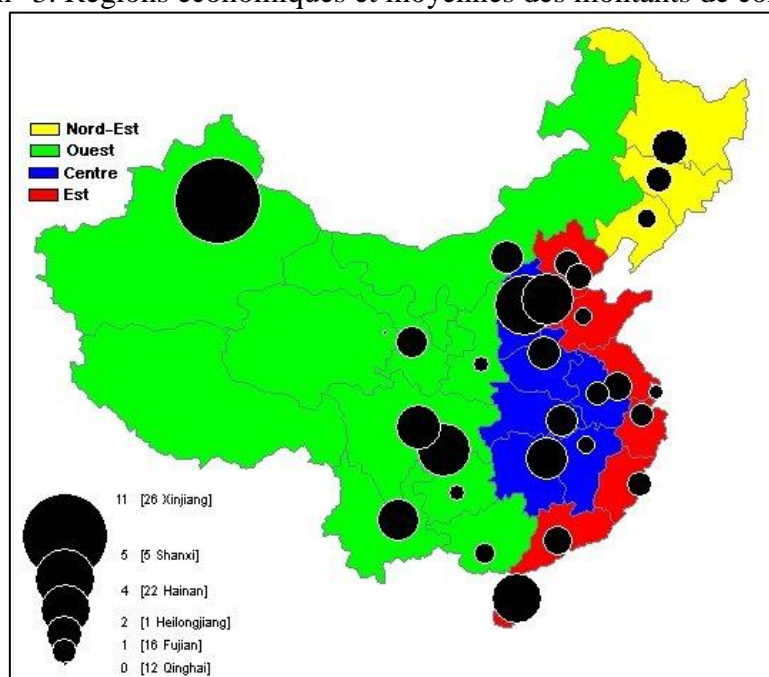


La carte n° 2 permet d'envisager non plus les nombres de fonctionnaires jugés, mais les nombres d'entreprises concernées. Dans certaines régions, plusieurs fonctionnaires sont jugés pour des faits de corruption concernant une même entreprise (Pékin), ailleurs, chaque jugement concerne en moyenne entre 2 et 6 entreprises (Guangdong). Dans la région du Xinjiang, 2 fonctionnaires ont été condamnés pour des faits de corruption impliquant une seule entreprise, pour un montant record de plus de 10 millions de yuans, comme le montre la carte n° 3. Ces observations confirment les éléments explicatifs exposés précédemment.

Carte n° 2. Régions économiques et nombres d'entreprises concernées



Carte n° 3. Régions économiques et moyennes des montants de corruption



Impacts économiques de la campagne anti-corruption

La campagne anti-corruption a affecté les résultats dans certains secteurs économiques. En premier lieu, comme les fonctionnaires hésitent désormais à acheter des cadeaux (même de relativement faible valeur) dans le cadre de leurs relations pouvant être interprétées comme de corruption, la croissance du secteur du luxe a baissé en Chine. De plus, le nombre de fonctionnaires ayant été condamné a fait baisser les achats de montres, d'alcool, de sacs, etc., ou autres produits de luxe, avec une réduction drastique des « petits cadeaux » donnés sous le manteau.

Les premiers produits touchés sont les vins et spiritueux : à partir de 2013, les ventes de vin ont baissé, de 15 % pour les vins et de 21,5 % pour les spiritueux en 2013, impliquant donc une baisse des chiffres d'affaires. La France est la première concernée, car le vin représente la moitié des importations sur le territoire chinois, puis l'Australie, deuxième exportateur de vin vers la Chine. Néanmoins, désormais les ventes ont remonté même si les résultats de 2012 n'ont pas encore été retrouvés. Certains producteurs locaux ont d'ailleurs profité de cette situation pour faire valoir leur vin, et ont été favorisés par une baisse du prix du vin, induite par la campagne de lutte anti-corruption, car les bouteilles « chères » sont associées à des produits de luxe, donc susceptibles d'être des révélateurs de corruption. Désormais, certains producteurs recherchent une nouvelle clientèle par le biais de l'Internet en visant la classe moyenne. Autre exemple : le groupe français LVMH a relevé une hausse de 4 % en 2013, contre 19 % en 2012. Cette chute relative implique un manque à gagner. Il est donc manifeste que le secteur du luxe a été impacté par la campagne¹⁶.

Pour compléter la relation entre la lutte anti-corruption et les affaires dans ce secteur, Bénédicte Sabadie, associée en charge du secteur luxe chez Deloitte France, estime que « parmi les raisons qui ont stimulé la consommation de produits de luxe sur le territoire

¹⁶ Cf. <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/en-chine-la-lutte-anticorruption-penalise-le-marche-du-luxe-10-05-2014-3828993.php> ; <https://journalduluxe.fr/baisse-croissance-luxe-chine/>; & <https://www.mon-viti.com/experts/international/chine-quand-la-campagne-anti-corruption-bouscule-le-marche-du-vin>.

chinois, dont les montres haut de gamme, citons la chute des poursuites pour corruption en Chine, la hausse des taxes d'importation à titre individuel et les contrôles accrus des douanes chinoises. Les attentes des dirigeants du secteur quant aux ventes aux touristes étrangers en Europe et en Suisse, un important canal d'exportation supplémentaire pour les horlogers suisses estimé à 5 % du total des exportations de montres, s'améliorent également »¹⁷.

Le secteur pharmaceutique est une autre « victime » de la campagne. Par exemple, plusieurs dirigeants chinois de la société britannique GlaxoSmithKline (GSK) ont été inculpés pour corruption en 2014, car la direction (britannique, mais aussi chinoise) avait versé des pots-de-vin à des médecins et des hôpitaux pour pouvoir augmenter ses ventes. Ainsi, les médecins faisaient la promotion des médicaments produits par la société et les sommes en jeu étaient de plusieurs milliards de yuans. Les ventes de la société avaient alors progressé de 14 % sur un an au deuxième trimestre de 2013, mais avec la lutte anti-corruption et l'enquête, les ventes ont chuté de 61 % au troisième trimestre, puis de 29 % au quatrième trimestre¹⁸.

La campagne anti-corruption a donc eu des impacts sur certains secteurs économiques, mais pour autant il ne s'agit pas d'une rupture fondamentale susceptible de faire évoluer le climat des affaires, en particulier parce que les corrupteurs sont globalement moins inquiétés que les corrompus.

Corrompus, corrupteurs et continuité du climat des affaires

Les trois cas présentés ci-après illustrent les enchaînements et les processus relationnels de la corruption et des méthodes d'investigation mises en place par les règlements adoptés par le Comité central décrits plus haut.

Trois exemples de condamnations

1) Liu Tienan, avant sa condamnation, était Directeur adjoint de la Commission de la réforme et du développement et Directeur du Bureau des ressources énergétiques chinoises. Sa condamnation a été prononcée en août 2014 par le tribunal intermédiaire de Langfang, province du Hebei. Il a été condamné à la prison à vie pour corruption, et aurait reçu au total 35,58 millions de yuans.

La première compromission de Liu Tienan est liée à une faible somme, à peine 20 000 yuans : en 2001, le groupe Nanshan, société sino-australienne à capitaux mixtes de la ville de Yantai dans le Shandong, spécialisée dans les alliages d'aluminium et les aciers spéciaux, a présenté une demande à la Commission de la réforme et du développement pour produire de nouveaux alliages d'aluminium. La Commission refuse alors. Début 2002, la province envoie des émissaires pour essayer de débloquer le dossier, mais un reçoit nouveau refus. Au milieu de la même année, le Président du conseil d'administration du groupe Nanshan, Song Zuowen, invite M. Liu au restaurant, lui demande son appui et lui offre une chemise en cadeau à la fin du repas. De retour chez lui, Liu découvre dans celle-ci une enveloppe contenant 20 000 yuans. Quelques jours plus tard, Song Zuowen est de retour au ministère pour parler de son projet. Liu Tienan interpelle le collègue chargé de ce secteur qui suggère de diviser le projet en deux parties distinctes avant de le représenter et, en août, la première partie du projet est acceptée.

En août 2003, Liu Tienan inspecte cette entreprise et, à la fin de la tournée d'inspection, il reçoit à nouveau 20 000 yuans. Au mois de mai suivant, la deuxième partie du projet est

¹⁷ Cf. <https://www2.deloitte.com/fr/fr/pages/presse/2017/des-consommateurs-susceptibles-d-acheter-une-montre-de-luxe-en-ligne.html>.

¹⁸ Cf. <https://www.tdg.ch/economie/entreprises/GlaxoSmithKline-eclabousse-par-un-scandale-en-Chine/story/12503851>.

adoptée. Ensuite, en août 2006, 7,5 millions de RMB sont transférés par Song Zuowen sur le compte de Beijing Jinhua Shida Electronics Co., Ltd. sous le contrôle de Liu Decheng, fils de Liu Tienan.

2) Zheng Xiaoyu était Directeur de l'agence chinoise de réglementation des médicaments et des produits alimentaires. Il a été jugé coupable de corruption le 29 mai 2007 par le tribunal intermédiaire de Beijing, pour avoir reçu illégalement 6,49 millions de yuans et condamné à la peine de mort.

Le tribunal a reconnu Zheng Xiaoyu coupable d'avoir accepté des pots-de-vin de plus de 6,49 millions de yuans, lui-même ou par l'intermédiaire de sa femme et de son fils, pendant la procédure d'autorisation des médicaments et dispositifs médicaux de huit compagnies pharmaceutiques entre 1997 et 2006. De 2001 à 2003, les procédures d'examen et d'approbation des médicaments ont été arbitrairement réduites, et certaines usines pharmaceutiques ont été plus tard accusées d'avoir fourni de faux renseignements médicaux, dont six étaient des médicaments contrefaits. Cette simplification a certainement contribué aux situations de corruption.

3) Xu Gang était Vice-gouverneur de la province du Fujian. Fin mars 2015, la commission d'investigation décide de s'intéresser à ce haut fonctionnaire qui, cinq jours plus tard, est démis de toutes ses fonctions pour corruptions. Un mois plus tard, les députés de la province lui retirent ses fonctions de député puis, fin juillet, il est exclu du Parti communiste et la chambre supérieure d'accusation décide d'instruire ce cas. En septembre 2016, une mise en accusation est officiellement annoncée et un premier jugement rendu : de 2002 à 2013, M. Xu Gang est reconnu coupable d'avoir profité de ses fonctions de vice-secrétaire général du gouvernement du Fujian et de directeur du département des transports du Fujian pour attribuer des marchés à 16 entreprises, recevant une somme totale de 19,77 millions de yuans. Après avoir reconnu les faits, le 29 décembre 2016, M. Xu Gang est condamné à 13 ans de prison et à une amende de 2 millions de yuans, ses biens sont saisis et le condamné rembourse l'intégralité des sommes détournées¹⁹.

Ces trois cas mettent en évidence les processus mis en œuvre dans le cadre de cette lutte anti-corruption. Les fonctionnaires sont « inspectés » et « mis en accusation » dans le cadre de relations particulières (demande d'autorisation pour un produit ou une production, attribution de marchés) et une procédure administrative et politique de mise en retrait de toute fonction est préalable au procès, au sens judiciaire. Cette forme de justice semble bien s'apparenter à une procédure administrative sans réel droit à la défense et visant à obtenir des aveux et des remboursements.

Ce mécanisme judiciaire ressemble évidemment à l'organisation des procès politiques de pays totalitaires, au moins sur plusieurs aspects. En premier lieu, les dénonciations sont généralement à l'origine des procédures et enquêtes, plus rarement des plaintes. Ensuite, les méthodes d'investigation sont proches des procédures utilisées au sein des services de police intérieure, et donc ne sont pas nouvelles en ce qui concerne la Chine. L'appareil judiciaire chinois reste bien sous contrôle du PCC et n'est pas un pouvoir indépendant (Piquet, 2013).

Ces méthodes d'investigation laissent peu de place, voire pas de place du tout au droit de la défense et au contradictoire : il s'agit de trouver des éléments de preuves (qu'on peut supposer non fabriquées) pour inciter le suspect à avouer et à rembourser pour alléger la sentence. Le système laisse beaucoup de pouvoirs discrétionnaires aux juges sur la détermination des

¹⁹ Cf. http://news.xinhuanet.com/legal/2016-09/22/c_129294049.htm & <https://baike.baidu.com/item/%E5%BE%90%E9%92%A2/12784>.

peines applicables (Han, 2004) et, en particulier, les sanctions ne sont pas uniformes dans le cas des délits économiques, selon les juridictions.

Il faut remarquer que 6 juges ont été condamnés pour corruption, une proportion relativement importante donc, sur les 145 cas recensés. En poste dans six régions différentes, trois présidents de hautes cours du peuple, un vice-président et deux procureurs en chef ont été condamnés à des peines très lourdes : 2 peines de 15 ans de prison (1 à 3 millions de yuans), 2 emprisonnements à vie (pour des montants de corruption de 3 à 4 millions de yuans) et 2 condamnations à mort suspendues (5 à 6 millions de yuans). Les peines sont plus sévères que pour les autres hauts fonctionnaires corrompus, ce qui confirme un des trois éléments déterminants la peine : la fonction exercée (les deux autres étant le montant de la corruption et le tribunal lui-même avec son appréciation). Dans ces 6 cas, des entreprises étaient concernées et pour la moitié d'entre eux, la corruption a eu lieu en famille.

Enfin, il s'agit bien de réguler le fonctionnement de l'administration et du personnel politique : la lutte anti-corruption a pour effet de policer les corps de hauts fonctionnaires susceptibles d'être attirés par des opportunités d'enrichissement facile et rapide, mais parce que l'accent est mis sur la corruption passive de fonctionnaires et non vraiment sur la corruption active, il ne s'agit pas d'une rupture pour le climat des affaires avec l'installation d'un ordre moral susceptible d'éviter les relations de corruption. La rupture de la campagne anti-corruption, parce que le système d'enquête et judiciaire mis en œuvre s'inscrit bien dans la continuité politique et administrative, ne semble donc pas susceptible de provoquer une rupture au niveau du climat des affaires. Même s'il est désormais plus difficile, pour les corrupteurs potentiels, de cibler des hauts fonctionnaires, la peur de la dénonciation peut aboutir à l'émergence d'une forme de corruption plus discrète, plus banale, mettant en jeu des montants plus réduits et surtout moins visibles en termes de signes extérieurs de richesse et dont le niveau d'acceptation par la population reste élevé (Guo, Wenyan, 2017). Une situation observée dans certains pays de l'ancien bloc soviétique.

Conclusion

La Chine est le pays du Yin et du Yang. La politique anti-corruption qui y est menée l'illustre bien. D'un côté, bien que la corruption favorise la croissance des entreprises (Wang, 2012), le pouvoir central fait de son éradication un objectif prioritaire pour assainir le marché, moraliser la vie publique et attirer de nouveaux investisseurs. De l'autre, même si les IDE sont attirés par les régions au sein desquelles les gouvernements locaux affichent une lutte contre la corruption (Cole, 2009), ce qui induit donc de possibles politiques locales de différenciation, une latitude en termes de marketing territorial et ainsi une concurrence entre régions bénéfique pour la lutte anti-corruption, le gouvernement central privilégie une répression globale dans un but de communication et de construction d'image et non d'efficacité réelle des mesures prises.

Les ruptures annoncées laissent au final entrevoir une continuité du fonctionnement de l'économie chinoise. La logique répressive largement bureaucratique qui est mise en place souligne également la continuité politique et le maintien d'une mainmise du Parti sur les affaires. Cet équilibre constant entre mesures centralisées, discours centraux et pratiques locales s'inscrit dans une double logique contradictoire en apparence : il faut rassurer les investisseurs et soutenir l'économie de marché, mais il faut aussi réaffirmer le rôle du Parti et de ses dirigeants.

Le climat des affaires doit à terme s'améliorer, même si Xu et Yano (2016) montrent que la lutte anti-corruption ne profite pas de la même manière à toutes les entreprises et que les facilités de financement qu'elles en tirent ne sont pas identiquement mobilisées notamment en ce qui concerne les innovations : ainsi, les entreprises qui ont des connexions politiques ou

qui opèrent dans des secteurs réglementés n'investissent pas dans les innovations, un autre révélateur de la contradiction de la politique suivie.

Cette continuité, paradoxalement, participe à rassurer les investisseurs étrangers pour qui l'incertitude est le pire des maux. La relative mansuétude des autorités centrales vis-à-vis des corrupteurs étrangers, l'absence de communication et de publicité sur les entreprises concernées par des procès largement médiatisés y contribue également. Au final, basée sur des objectifs tant externes (attirer les IDE) qu'internes (moraliser le marché), la politique suivie a surtout eu des résultats internes (renforcer le Parti et assainir la haute administration).

Références

- Birney, Mayling, 2014, « Decentralization and Veiled Corruption under China's Rule of Mandates », *World Development*, vol. 53, pp. 55-67.
- Cole, Matthew. A., Elliott, Robert J. R., Zhang, Jing, 2009, « Corruption, Governance and FDI Location in China: A Province-Level Analysis », *Journal of Development Studies*, 45(9), pp. 1494-1512.
- Development Research Center of the State Council, 2006, *The Rising of Central China: Strategies and Policies*, Economic Science Press.
- Gai, Yongqiang, 2011, « Perceived Benefit, and Bribery of Firms in Transitional China », *Journal of Business Ethics*, 104(2), pp. 175-184.
- Gong, Ting & Wu, Muluan, 2012, « Corruption Cases Report: 2000-2009 », *Sociological Research (China)*, n° 4.
- Guo, Xiajuan, Wenyan, Ty, 2017, « Corruption tolerance and its influencing factors – the case of China's civil servants », *Journal of Chinese Governance*, 2(3), pp. 307-328.
- Guo, Yong, Li, Songfeng, 2015, « Anti-corruption measures in China: suggestions for reforms », *Asian Education and Development Studies*, 4(1), pp. 7-23.
- Han, Huai-yuan, Côme, Thierry, 2014, « The Training of the Peasant-Workers in China », *Journal of Inter-Systems Research and Applied Knowledge Interaction*, Vol. 1.
- Han, Xiao-ying, « Les sanctions pénales en Chine », *Revue internationale de droit pénal*, 2004/1, pp. 641-649.
- Hongbin, Cai, J. Vernon Henderson & Qinghua Zhang, 2013, « China's Land Market Auctions : Evidence of Corruption », *The Rand Journal of Economics*, 44(3), pp. 488-521.
- Huahui, Nie, Chen Li & Chaofan Ma, 2016, « Why China's anti-corruption has not yet promoted economic growth? », *Journal of Socialomics*, 5:3.
- Huang, Jie, 2015, « Challenges and Solutions for the China-US BIT Negotiations: Insights from the Recent Development of FTZs in China », *Journal of International Economic Law*, 2015, 18, pp. 307-339.
- Lai, Hongyi Harry, 2002, « China's Western Development Program: Its Rationale, Implementation, and Prospects », *Modern China*, 4(28), pp. 432-466.
- Lee, Mong-Hsuan, Lio, Mon-Chi, 2016, « The Impact of Foreign Direct Investment on Public Governance and Corruption in China », *The China Review*, 16(2), pp. 105-136.
- Piquet, Hélène, « Les réformes juridiques chinoises diluées dans l'harmonie », *Droit et Société*, 2013/2, n° 84, pp. 453-473.
- Rougier, Guillaume, 2014, « Les nouveaux éléments d'appréciation de la corruption en Chine », sur <<http://convention-s.fr/decryptages/les-nouveaux-elements-dappreciation-de-la-corruption-en-chine/>>.
- Wang, Bin, IP, Mary, 2017, « China (Shanghai) Pilot Free Trade Zone - An Appraisal », *The Chinese Economy*, 50, pp.221-224.

- Wang, Yuanyuan, You, Jing, 2012, « Corruption and firm growth: Evidence from China », *China Economic Review*, 23, pp. 415-433.
- Xinhua, 2007, « Plan of Revitalizing Northeast China' released », *China Daily*, 20/12/2007.
- Xu, Gang, Yano, Go, 2016, « How does anti-corruption affect corporate innovation. Evidence from recent anti-corruption efforts in China », *Journal of Comparative Economics*, pp. 1-22.
- Zhou, Yixiao, Song, Liang, 2016, « Income inequality in China: causes and policy responses », *China Economic Journal*, 9(2), pp. 186–208.